

sitions ouvrières. Les conséquences de la défaite de l'occupation des usines et des champs sont tellement vastes que les premières expéditions fascistes parviennent immédiatement à les mettre à nu et à montrer en même temps l'inconsistance organique du mouvement ouvrier produit brut des événements et de leurs contrastes, dépourvu de toute conscience à cause du manque d'un parti de classe. C'est avec la rapidité de la foudre que le mouvement fasciste se déchaîna et abattit toutes les positions ouvrières dans les zones agraires. La presque unanimité des administrations provinciales et des municipalités qui étaient sous l'influence des socialistes s'effondreront et le fascisme établira son contrôle. A ce moment à la tête du gouvernement italien se trouve le même Giolitti qui avait assuré l'expansion de la bourgeoisie dans l'avant-guerre; derrière lui se trouvent le parti libéral et démocrate chrétien qui donneront immédiatement la main aux dirigeants socialistes pour opposer au déchaînement de la guerre civile l'appel à la paix sociale et le rejet de la violence. Les travailleurs qui voudront opposer les armes aux bandes fascistes se trouveront désavoués par leurs dirigeants les appelant à ne pas donner des prétextes aux fascistes, et à donner leur confiance à la commission d'enquête nommée au sein du parlement pour rechercher les responsabilités des tragiques événements qui se déroulèrent. Protégé par la manœuvre de Giolitti et l'appui que donnèrent à cette dernière les dirigeants socialistes, le fascisme poursuivra son chemin en s'attaquant à une autre zone où les difficultés devaient se révéler beaucoup plus fortes. C'est la Toscane où tout d'abord le front ouvrier n'était pas si fracturé que dans la vallée du Pô et où existait aussi — dans les villes — un certain développement de l'industrie métallurgique. Ici — nouveau démenti à la théorie du fascisme mouvement de la petite bourgeoisie — ce sont justement les petits propriétaires terriens qui opposeront une résistance héroïque au fascisme qui ne pourra triompher que lorsque la police et l'armée régulière auront joint leurs canons aux armes des bandes fascistes. Presque toutes les maisons du Peuple ont été le théâtre de batailles sanglantes et le fascisme même après des mois de luttes ininterrompues ne pourra installer définitivement ses positions : Il devra attendre pour cela la conquête définitive du pouvoir. Avant de passer au front de résistance le plus important, c'est-à-dire aux grandes villes ouvrières, le fascisme avait besoin de la compromission la plus directe des dirigeants socialistes. Et ce fut alors le « pacte de pacification » que les socialistes s'empressèrent de signer avec les fascistes, sous

l'arbitrage du président de la Chambre des députés. Ce pacte qui représenta le point culminant de l'œuvre de désarmement mené par le parti socialiste ne pouvait manquer d'avoir des conséquences profondes parmi la classe ouvrière. Il représenta un désaveu cuisant pour tous ceux qui avaient au risque de leur vie opposé la violence à la violence fasciste; un appui de tout premier ordre à la propagande fasciste qui appelait les ouvriers à déposer les armes : toute résistance devenant un motif d'attaque fasciste, et de justification de cette attaque. Seul le parti communiste dénonça la farce tragique du « pacte de pacification » mais par suite du rapport extrêmement défavorable des forces en présence, le parti ne put que sauver l'honneur du prolétariat italien qui opposa malgré toute une résistance acharnée aux fascistes. La troisième vague de l'attaque fasciste, après le pacte, déféra vers l'encercllement des villes ouvrières en pointant surtout sur le triangle : Gênes, Turin, Milan contenant les forces vives du prolétariat industriel; Trieste avait pu être assaillie mais non domptée par une attaque directe. Entretemps, la conversion assez lente au début puis progressive et accentuée des organismes de l'Etat (qui de spectateurs bienveillants étaient devenus complices et enfin les partenaires directs du fascisme) cette conversion arriva à son point de maturité et, en octobre 1922, le fascisme fit sa marche sur Rome. Cet événement n'est que la conclusion choréographique d'un processus qui avait duré deux ans et dont les sources résident, ainsi que nous l'avons dit, dans la défaite de la révolution prolétarienne.

L'histoire a sa galerie où se trouvent les amateurs de phrases pour qui la marche sur Rome fut un coup d'Etat. Pour les marxistes, par contre, elle ne représenta que l'issue de toute une manœuvre du grand capitalisme, manœuvre ayant commencée sous la direction du libéral Giolitti pour se terminer quand le délabrement du front prolétarien eut fait comprendre que l'heure avait sonné pour la remise du pouvoir à un gouvernement fasciste. Alors, c'est un gouvernement où siègent des représentants de l'extrême-gauche antifasciste qui s'effacera sans la moindre résistance et Mussolini pourra faire figure « d'insurgé » et de « conquérant » seulement pour ceux qui ne jugent pas les faits mais leurs apparences arlequinées. Bien évidemment les hauts cris sur le coup d'Etat viendront de ceux qui ont le plus directement contribué au désarmement du prolétariat et partant à la victoire du fascisme. Plusieurs mois après la marche sur Rome, Mussolini, chef d'un groupe parlementaire d'une quarantaine de membres

sur 500 députés (les vertus de l'efficiace de la démocratie!), dans une Chambre à énorme majorité antifasciste pourra trouver des majorités massives qui appuieront son ministère de coalition où participeront des démocrates chrétiens et des libéraux. Cette forme de coalition ira de plus en plus en s'atténuant, dans la mesure même où l'accentuation de la désagrégation du prolétariat permettra d'avancer l'heure de la destruction des organismes ouvriers.

D'autant plus augmentait le nombre des partis passant à l'opposition au fascisme, d'autant plus mûrissaient les conditions qui devaient permettre l'établissement des lois exceptionnelles en décembre 1962. Lors de l'attentat Matteoti, les oppositions antifascistes purent traîner à leur suite le parti communiste qui, en 1923, malgré son énorme majorité de gauche, passa sous la direction d'un bloc droite-centre à la suite de la démission que les membres de notre courant furent obligés de donner pour manifester sans équivoque leur opposition au cours de Zinovief-Bouckarine. Encore une fois, au cours du deuxième semestre de 1924, les forces de la gauche bourgeoise acoquinées avec le parti socialiste, pouvant remorquer jusqu'au parti communiste, orienteront les masses ouvrières italiennes vers une issue parlementaire et une opposition légale au gouvernement fasciste : Le

parlement élu en mai 1934 ne représentant pas « la volonté populaire ». Les parti bourgeois d'opposition au fascisme décideront donc leur désertion sur le Mont Aventin en attendant que le roi se décide à écouter la voix de la raison et à congédier Mussolini. Mais cette période représentait un tournant brusque de la situation italienne, et un moment de dislocation du capitalisme. A cause des traîtres le prolétariat ne sut pas en profiter pour déclencher ses mouvements grévistes qui arrivèrent un an plus tard quand la bourgeoisie avait eut le temps de regrouper ses forces. Les grandioses mouvements grévistes de juillet 1925 furent le dernier sursaut du prolétariat italien, luttes remises dans l'oubli par les socialistes et les centristes uniquement pour le fait qu'il s'agit là de mouvements réellement prolétariens ne pouvant être reliés à aucune grande manœuvre ou à des basses tactiques et qu'à leur direction se trouvèrent des éléments de notre fraction. Après cela l'œuvre de destruction violente du fascisme était terminée, la deuxième phase s'ouvrait, celle que nous connaissons encore actuellement et qui consiste à empêcher la moindre manifestation de classe des ouvriers italiens aussi bien sur le terrain revendicatif que politique.

(A suivre.) PHILIPPE

CALLIGARIS

Notre camarade est toujours en Sibérie. Il semblerait même que sa situation s'aggrave. Calligaris est malade et souffre non seulement des rigueurs du climat, mais du dénuement matériel où on l'a plongé. Le centrisme veut assassiner un militant révolutionnaire coupable de fidélité au communisme internationaliste.

C'est aux ouvriers de tous les pays, aux prolétaires communistes que nous faisons appel pour défendre Calligaris, l'arracher des griffes du centrisme, des tenailles d'un Etat prolétarien qui est aujourd'hui l'arme la plus sûre de la contre-révolution mondiale, qui réserve ses honneurs pour Laval, Bénès et pour toute la séquelle des professeurs bourgeois « Amis de l'U.R.S.S. », alors qu'il déporte en Sibérie des communistes.

La vie de Calligaris est entre les mains du prolétariat mondial : les géoliers centristes devront lui rendre des comptes non seulement pour Calligaris mais pour tous ceux qu'il a frappé grâce aux défaites révolutionnaires.